

Le MRP vous parle!

BULLETIN DE LIAISON N° 23 –

Décembre 2018 –Janvier 2019

133 bis, rue de l'Université - 75007 PARIS

email : amicalemrp@laposte.net– site : www.amicalemrp.org

Gilets jaunes : Frustrations et déficit de considération s'additionnent

Aujourd'hui, plus qu'hier, des millions de personnes, des territoires entiers, des travailleurs manuels, ressentent un manque de considération et du mépris à leur égard. Dans un système de plus en plus centralisé, une technocratie élitiste fixe le cap de la politique dans ses moindres détails. Les collectivités territoriales, et les communes notamment, ont de moins en moins de capacités d'initiatives. Pourtant, modifier le cours des choses ne constitue pas une tâche insurmontable : Si nous le voulons, nous pouvons ; quelques exemples à méditer :

La concentration des emplois tertiaires dans les métropoles fait en sorte que les déplacements domicile-travail s'allongent. Réaliser plus d'une heure de transport le matin et le soir pour gagner 1300 € par mois, voire moins, ne peut pas rendre la vie agréable. Le maillage territorial en Bretagne, et dans l'Ouest, constituait un formidable levier de compétitivité et de solidarité. Ne sommes-nous pas en train de perdre cet atout ? Je pense qu'il faut agir. L'action conduite par la DATAR dans les années soixante-soixante-dix, pour mieux répartir les activités industrielles, doit être poursuivie aujourd'hui pour les activités tertiaires.

Le système éducatif français reste trop élitiste. Lorsque le Conseil Général d'Ille et Vilaine, que je présidais, décide avec la Chambre des Métiers et la Chambre du Commerce et d'Industrie, de regrouper sur le Campus de Ker Lann les centres de formation d'apprentis au milieu des écoles d'ingénieurs et de l'appeler « Faculté des Métiers », que n'ai-je entendu de quelques universitaires cette phrase : « si vous osez appeler faculté un centre de formation d'apprentis, c'est vraiment que vous voulez humilier l'université française » !

Ce dénigrement de l'intelligence des mains est désolant mais existe encore aujourd'hui. Je constate l'inquiétude des familles lorsque leurs enfants sont orientés vers l'enseignement professionnel ou technique. Sur un territoire très industriel, où nous constatons un manque dramatique de compétences, Vitry et Fougères voudraient expérimenter une université des métiers, et, avec le CNAM, offrir la possibilité d'une formation tout au long de la vie.

Il existe une tendance très inquiétante aboutissant à un **manque de considération** parfaitement illustrée par la politique actuelle de la SNCF. De nombreuses communes en Mayenne et en Ille et Vilaine ont accepté le passage de la nouvelle Ligne à Grande Vitesse. Il fut difficile de convaincre les habitants d'admettre la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire pour gagner simplement 25 minutes. La nécessité d'une solidarité avec les villes de l'Ouest de la Bretagne fut l'argument décisif. Mais que découvre-t-on aujourd'hui ? On a trompé les habitants en parlant d'un bruit qui serait limité à 60 décibels. En réalité, il s'agissait d'une moyenne sur 24 heures et la nuisance sonore est bien lourde et réelle ! Les familles riveraines vivent très mal ce bruit dévalorisant significativement leurs maisons.

Qui plus est, les maires des communes traversées ont passé des heures à faciliter les relations et à travailler sur les aménagements fonciers, les rétablissements routiers... Ils n'ont même pas été invités à la grandiose inauguration de la LGV en présence du Président de la République. Résultat ? Plusieurs personnes m'ont exprimé leur sentiment : « On nous prend pour des moins que rien. »

De plus, antérieurement à la LGV, les liaisons Vitré-Paris se faisaient majoritairement par une liaison TER-TGV à Laval. Maintenant la plupart des liaisons passent par Rennes, où il faut attendre une demi-heure, voire plus, pour repartir vers Paris. Ceci augmente le temps de trajet pour les usagers de notre gare.

La loi logement est un autre exemple d'aggravation des injustices. Le Gouvernement a raison de vouloir réduire la dépense publique. Mais au lieu de réduire l'avantage fiscal Pinel, favorisant les revenus élevés, il a réduit les aides au logement social et à l'accession sociale à la propriété. Cela tue l'espoir d'ouvriers et d'employés ne pouvant plus obtenir un prêt du fait de la suppression de l'Aide Personnalisée au Logement Accession.

Ainsi, lorsque l'on entend les gilets jaunes exprimer que « le prix de l'essence, c'est la goutte qui fait déborder le vase », il faut comprendre que l'expression de ce mal-être relève de l'accumulation dans le temps d'un déficit d'attention et de considération envers les territoires périphériques et leurs habitants.

Rien n'est irréversible, encore faut-il entendre, comprendre, vouloir puis agir. Je ne doute pas que le gouvernement le fera. Il pourrait utilement s'inspirer d'illustres prédécesseurs, d'origines modestes, tels Bérégoz, ou Monory qui, parvenus aux responsabilités, ont toujours su rester au contact des réalités diverses de notre pays pour travailler à un avenir où chacun pouvait espérer trouver sa place.

Pierre MEHAIGNERIE, Président de l'Amicale

Vitré, novembre 2018

Le Bureau de l'Amicale adresse ses meilleurs vœux à ses adhérents et amis et leurs familles pour cette nouvelle année.

SOMMAIRE du numéro 23

Editorial de Pierre Méhaignerie, pages 1-2

Les vœux de François Bayrou, pages 3-4

Les Gilets jaunes ...et après ? de Jean-Jacques Jegou, pages 4-6

Le grand débat ,extrait entretien les Echos avec Jacqueline Gourault page 6-7

Le centenaire de l'Armistice d'Albert Kalaydjian, page 8

André Fosset, un demi-siècle de vie militante. Anniversaire. Page 9-10

La vie de l'Amicale, nos amis décédés, page 10-11

Assemblée générale et appel pour le comité directeur, page 12

Colloque André Diligent 1er février à Paris, page 12

Le Modem : 3 ministres – et Jean-Noël Barrot, nouveau secrétaire général, page 13

Georges Clemenceau et la spiritualité, suite de la recherche de Gilles Bossy pages 14-35

Bulletin d'adhésion à l'Amicale pour 2019, page 36

Les vœux de François BAYROU

Les vœux, cela signifie que nous sommes ensemble, que nous ne sommes pas étrangers les uns aux autres et que ce qui arrive de bien aux uns sera bienfaisant pour les autres dans l'année qui vient.

Ces vœux pour 2019, nous savons bien qu'ils interviennent dans une période où le pays tout entier est parcouru d'interrogations, de doutes, de désarroi parfois.

On sait très bien que ces interrogations et ces doutes viennent de très loin : vingt ans, vingt-cinq ans, trente ans peut-être. À chaque période électorale, ils sont apparus et puis on les a oubliés une fois les élections passées et que cette fois-ci, nous allons devoir y répondre.

On sait très bien de quoi sont faits ces doutes et ces interrogations : il y a un aspect social, les difficultés à vivre, les fins de mois, le sentiment qu'on n'y arrive plus quelle que soit sa place dans la société, en difficulté ou dans les classes moyennes. Cette interrogation sociale est évidemment au cœur des difficultés.

Mais il y a une autre interrogation, qui est démocratique et civique : une grande partie du pays a le sentiment qu'elle n'est pas représentée, qu'elle n'est pas écoutée et que ce sont toujours les mêmes qui s'expriment.

À tout cela, il va falloir trouver une réponse.

Le Président de la République a annoncé un grand débat national. Ce grand débat va être organisé dans chacune des communes de France, grâce aux maires qui sont les élus des citoyens et en même temps qui peuvent faire le relais avec les décideurs nationaux. Et nous-mêmes à Pau, nous allons organiser ce débat de la manière la plus fructueuse et la plus ouverte possible.

Mais à tout cela, il est une condition indispensable. C'est de retrouver l'unité du pays !

Un pays uni, rien ne lui résiste ! Un pays divisé, il va droit à l'échec !

Et c'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser grandir ce sentiment d'agressivité tous azimuts, tout le monde contre tout le monde ; le sentiment que tout le monde est jaloux de ce qu'il considère comme le privilège des autres, qu'on attaque les forces de l'ordre, nos institutions, la démocratie dans laquelle nous vivons, les élus comme s'ils étaient coupables de quelque chose.

On a besoin de retrouver l'unité du pays ! Si nous retrouvons cette unité...

Si nous prenons conscience de ce que la France cherche : c'est à dire pour moi un nouveau modèle de société, qui soit plus humain, moins dépendant des forces économiques et de l'argent...même si on sait très bien que l'économie et l'argent c'est très important...

Si nous savons rebâtir notre État... alors je suis certain que l'année 2019 sera une BONNE ANNÉE pour nous tous !

Les Gilets Jaunes ... et après ?

La taxe carbone sur le diesel qui n'avait pas vocation à mobiliser les foules, fut pourtant à l'origine des manifestations que nous connaissons depuis le 17 novembre dernier.

L'accaparement du gilet jaune que chaque automobiliste possède dans son véhicule, l'utilisation massive des réseaux sociaux, le contexte politique, ont transformé cette protestation en véritable crise sociétale.

Derrière ce faisceau d'éléments favorables aux gilets jaunes, il est nécessaire d'analyser plus profondément l'état d'esprit de l'opinion publique qui au fil des sondages permanents

(payés par qui ?) semble encore aujourd'hui en accord avec ce mouvement dont les formes et les revendications sont pour le moins surprenantes et contradictoires.

Le contexte politique, si on veut bien écouter la communication des chefs ou des porteparoles des oppositions sont plutôt sur le mode « on refait le match » comme si on devait refaire l'élection présidentielle.

Marine Le Pen bien sûr, Jean-Luc Mélenchon qui appelle de ses vœux la révolution, mais aussi Laurent Wauquiez qui hurle à l'escroquerie électorale et au vol de la victoire annoncée des Républicains.

Mais n'oublions pas non plus, l'information permanente de la totalité des médias qui mettent en scène sur les plateaux de télévision, au micro de l'ensemble des radios un défilé incessant de gilets jaunes. Vociférant des propos violents voire diffamatoires à l'endroit d'Emmanuel Macron.

Les demandes ahurissantes telles que le SMIC à 2000€ ou la suppression de la CSG, le rétablissement de l'ISF et la mise en place du RIC ponctué par l'incontournable mot de la fin « on ne lâche rien ! »

Pourtant derrière ces mises en scène assez chaotiques, il y a bien un réel malaise qui témoigne d'une insatisfaction, d'une lassitude, voire du désespoir qu'expriment plusieurs catégories sociales.

Depuis plusieurs décennies, les tenants de la 5^{ème} république ont tous vanté la stabilité de nos institutions, permettant de gouverner sans à coup, de réformer et moderniser notre société pour s'adapter aux défis d'aujourd'hui et à une mondialisation qui s'impose à nous, même si celle-ci peut déclencher quelques désagréments.

Malgré quelques aveux biens discrets d'anciens ministres (LR ou PS) qui se sont partagé le pouvoir depuis des décennies, le Président de la République est bien seul lorsqu'il dénonce l'absence de courage politique des années passées qui nous a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

La liste des rendez-vous manqués serait bien longue... des années de renoncements et de démagogie, l'achat de la paix sociale, l'incapacité de faire des choix d'avenir, de réformer l'Etat, ce qui nous a conduit depuis 1975 à voter des budgets déficitaires provoquant une dette de près de 2400 Milliards d'euros représentant au printemps prochain 100% du produit intérieur brut.

D'aucuns considèrent cette dette colossale comme un non-événement et qu'il faut « *circuler car il n'y a rien à voir !!* », vous voyez bien que la dette augmente et qu'il ne se passe rien. D'ailleurs la signature de la France conserve toute sa qualité, la preuve en est qu'il est facile de trouver de l'argent sur le marché mondial et qu'on se bouscule encore pour prêter à notre pays. C'est sur ces considérations que l'on continue à emprunter quelques deux cent

milliards chaque année pour éponger d'une part le déficit budgétaire (plus de 80 milliards en 2019) et rembourser les intérêts de la dette qui tomberont cette année.

Dans son contexte pour le moins morose, violent anxiogène et après les mesures financières présidentielles de la mi-décembre (une quinzaine de milliards) reste-t-il du grain à moudre ? comme disent les syndicats dont on notera au passage le silence assourdissant depuis le début du mouvement des « gilets jaunes ».

Dans le grand débat qui a débuté le 15 janvier dernier à l'initiative du Président de la République on peut s'interroger sur l'issue de celui-ci.

En effet, non seulement le côté hétéroclite mais surtout contradictoire des demandes des gilets jaunes ne va pas faciliter la clarté et la hiérarchie des revendications. Mais il ne faudra pas que la parole soit confisquée par les extrémistes et les révolutionnaires de tout poil, il faut aussi que la traditionnelle majorité silencieuse, les Mouvements politiques et les syndicats réformistes puissent alimenter le débat.

Ce grand débat national ne semble pas calmer les revendications tous azimuts des gilets jaunes qui continuent à se faire entendre chaque samedi. Les grands shows de Normandie et du Sud-Ouest, où le Président répond pendant plus de 6 heures aux questions des maires apporteront-ils des réponses concrètes à celles et ceux qui réclament plus de pouvoir d'achat, moins d'inégalités et plus de considération.

C'est un véritable défi pour notre famille de pensée qui doit résolument investir ce débat et faire valoir les valeurs qui sont les nôtres en proposant au pays les solutions pour bâtir enfin une société moderne tournée vers l'avenir et les nouveaux défis mondiaux .

Une société de liberté, de responsabilité, de solidarité dans une Europe ambitieuse, soucieuse de sécurité et de paix.

Si tel n'était pas le cas notre France risque de traverser une crise durable et violente qui mettra à mal notre cohésion et notre avenir.

Jean Jacques JEGOU Adhérent
de l'Amicale
Trésorier du Mouvement démocrate

Nous publions quelques extraits d'un article du journal les Echos (15 janvier dernier), d'un entretien avec **Jacqueline Gourault**, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Est-ce que le grand débat peut être une issue à la crise des « gilets jaunes » ?

Ce grand débat est une chance inédite d'écrire une nouvelle page de notre histoire collective. Beaucoup de Français ressentent le besoin de parler et de s'exprimer. Ils ont des revendications et des critiques. L'idée du grand débat est une manière de répondre directement à ceux qui ont manifesté leur

mécontentement, à ceux qui sont restés chez eux mais qui ont quand même des choses à dire et à ceux qui souhaitent, aussi, la fin des manifestations.

Cet exercice de libération révélera probablement des moments intenses, peut-être même parfois douloureux pour certains de nos concitoyens. Mais écouter les attentes et les inquiétudes sur chaque territoire, transformer les colères en solutions et réaffirmer les valeurs qui nous rassemblent est l'occasion de rappeler que nous avons un destin commun.

Mais sera-t-il suffisant pour éteindre la contestation ?

C'est un moment où chacun pourra apporter sa pierre à l'édifice. Mais ce ne sera sûrement pas une solution pour les plus radicaux - une minorité - qui veulent en découdre avec la République et la démocratie. Ces grands débats arrivent en général dans le cadre d'une élection présidentielle, avec une certaine routine. Aux revendications des uns, répondent parfois les « promesses » des autres. Aujourd'hui, le caractère inédit de notre démarche consiste à organiser cet exercice en responsabilité, en dehors de tout enjeu électoral.

Il faut en profiter pour aller au fond des sujets et tirer le meilleur de ce moment d'échange avec les Français. C'est une manière de les entendre tous. Rien ne serait pire qu'une indifférence collective vis-à-vis de notre avenir. La France a toujours cherché à être maître de son destin !

Votre ministère va avoir une place clef dans le débat. Quelle place les ministres doivent-ils avoir ?

La raison d'être de ce ministère de la Cohésion des territoires est d'éviter que l'on connaisse une « perte de chance » en raison de l'endroit où l'on vit. Depuis un mois, nous avons rassemblé des données sociodémographiques pour alimenter le débat. Nous sommes prêts. Nous proposons une approche territorialisée sur lequel chaque élu, chaque association, chaque citoyen qui voudra débattre pourra s'appuyer, s'il le souhaite. Nous avons voulu entrer dans la vie quotidienne autour de sept thèmes : se déplacer, se soigner, utiliser Internet, s'insérer, se cultiver, travailler, se loger, s'impliquer.

Il y a 1.264 données cartographiques, autant que de bassins de vie... La neutralité dans l'organisation du débat exige que l'on donne les faits, les données factuelles.

Faut-il que ce débat se clôture par un référendum ?

J'ai la conviction que la démocratie représentative est conciliable avec la démocratie participative, et ce grand débat le montre. En France, il y a des institutions, des assemblées, un gouvernement... Elles fonctionnent et il n'est pas question de remettre en cause les fondements de notre démocratie. Mais ce système démocratique peut et doit être amélioré. Le projet de réforme des institutions prévoyait déjà plusieurs changements, comme la baisse du nombre de parlementaires ou l'introduction d'une dose de proportionnelle. Le système institutionnel français est certainement perfectible mais il a montré sa solidité face aux épreuves. Tout ne va pas bien mais attention à ne pas tout fragiliser.

Etes-vous sûre que les élus vont jouer le jeu ? Leurs relations avec le gouvernement n'ont pas été faciles...

Les associations d'élus locaux sont dans un état d'esprit constructif. Les derniers échanges témoignent de la prise de conscience que la crise concerne tout le monde. L'Etat ne détient pas le monopole de la résolution des problèmes de la vie quotidienne des Français. Toutes les personnes en responsabilité

doivent être conscientes du rôle qu'elles ont à jouer. Les maires constituent le maillage d'élus le plus proche du quotidien des habitants, leur rôle est non seulement hautement légitime mais absolument essentiel..../...

Le centenaire de l'Armistice

Le centenaire de l'Armistice de 1918 qui a marqué la fin des combats de la Première Guerre mondiale, a donné lieu à de multiples projets et cérémonies commémoratives. Pour les plus anciens d'entre nous, les souvenirs de l'école communale restent vifs. Chaque 11 novembre était l'occasion pour l'instituteur, ou l'institutrice, d'évoquer cette page d'histoire : l'arrivée des plénipotentiaires allemands, le wagon en forêt de Compiègne, le maréchal Joffre, le clairon annonçant le cessez-le feu, la onzième heure, du onzième jour, du onzième mois. Ma mère avait huit ans en 1918 et elle me racontait sa sortie de l'école primaire de la rue Turgot à 11h 30, les cloches des églises de Paris qui carillonnent à toute volée à 11h 45, la foule sur l'avenue Trudaine... Moments de liesse empreints de tristesse et de gravité pour toutes les familles qui avaient perdu un ou plusieurs de leurs proches dans ce conflit ô combien meurtrier, immense soulagement pour les "poilus" survivants et volonté farouche de ne plus jamais revivre cela.

La société française d'aujourd'hui se souvient, et elle s'est beaucoup impliquée dans les célébrations du centenaire, dans le nord et l'est de la France, à Verdun, dans la Somme, les Flandres et sur tout le territoire. Pourtant certains aspects des cérémonies officielles ont déçu – les plus anciens se souviennent de la sobriété et de la solennité des célébrations du cinquantième présidées par le général de Gaulle. L'itinérance du président de la République, en mêlant mémoire du passé et problèmes du présent, a brouillé le message ; le monde combattant aurait souhaité un véritable défilé militaire rendant hommage aux armées ; beaucoup ont regretté que, lors de la cérémonie à l'Arc de Triomphe qui réunissait plus de 120 dignitaires étrangers pour célébrer la paix, des Alliés d'alors, les Serbes, aient été moins bien traités que d'anciens adversaires comme la Turquie... Le Forum de la Paix n'a pas été un franc succès.

Or le contexte international mais aussi européen est aujourd'hui particulièrement préoccupant : la Grande Bretagne retourne à son splendide isolement, l'Italie à ses vieux démons nationalistes, la Hongrie à ses nostalgies révisionnistes, la Pologne à ses réminiscences antisémites... Et la France perd sa cohésion nationale. Jamais le climat n'a été aussi délétère et jamais la coopération européenne n'est apparue aussi cruciale, notamment l'ardente nécessité de la coopération et de l'amitié franco-allemande initiées par le général de Gaulle et Konrad Adenauer, entretenues depuis par leurs successeurs. Le message de paix, de tolérance, de fraternité de Robert Schuman est plus que jamais d'actualité. Aujourd'hui, l'Europe cherche un nouveau prophète, une nouvelle espérance qui ferait oublier la bureaucratie et les rigidités bruxelloises ...

Espérons que les prochaines élections seront l'occasion de faire retentir à nouveau le beau message européen qui nous est si cher.

Albert Kalaydjian

Membre du bureau de l'Amicale

ANDRE FOSSET UN DEMI-SIECLE DE VIE MILITANTE DE LA RESISTANCE AU SENAT

Bernard FOSSET nous a dressé un message à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de son père André, né le 13 novembre 1918.

Cette figure marquante du MRP est toujours dans la mémoire des plus anciens.

Nous publions ci-dessous l'article paru dans le numéro 89 de notre journal, qui retrace la carrière exceptionnelle de ce militant Jociste devenu ministre, pour qui nous gardons notre reconnaissance et notre admiration.

Ses obsèques ont eu lieu, le 2 avril 2001, à Sèvres (Hauts-de-Seine), 20.211 habitants, en l'église Saint Romain, à douze kms à l'ouest des tours de La Défense, en présence de M. Christian Poncelet, président du Sénat, Jean-Pierre Fourcade, André Santini, François Bayrou, anciens ministres, ainsi que le sénateur Maurice Blin, René Plantade, une délégation des « Anciens du MRP » et de nombreux maires des Hauts-de-Seine. Six mois avant sa mort, il avait reçu le sacrement des malades, sur son bureau envahi de piles de revues et journaux.

Né le 13 novembre 1918 — 48 heures après l'Armistice de Rethondes fils d'un père comptable, formé à l'école de la J.O.C. d'avant-guerre et clandestine (« Voir-Juger-Agir »), levain dans la pâte, toujours fidèle à l'esprit de Marc Sangnier, d'Emmanuel Mounier et de Joseph Cardijn, André Fosset s'est battu durant la guerre, avec une petite équipe parisienne qui s'efforça d'aider les jeunes requis à échapper au STO en Allemagne hitlérienne, institué par Laval. Lui-même était alors élève de l'Ecole primaire supérieure de l'avenue Simon Bolivar (XIX^e).

AU COMITE DE LIBERATION (1944)

C'est tout naturellement qu'il fut appelé le 25 août 1944, à 25 ans, dès la Libération de la capitale, à siéger au Comité local de son arrondissement parisien de 165.132 hab., populaire et populeux, le XIX^e, des Buttes-Chaumont à la Villette (abattoirs) et à Belleville, tout en occupant les premiers locaux du MRP, au 186 rue de Rivoli (°), fraîchement désertés par la rédaction de « Je suis partout ». Il fit soudaine irruption en politique en 1944-45, avec ses compagnons jocistes ou syndicalistes comme les Bouxom, Prigent, Bacon, Gosset, Dumas, Catoire ou Francine Lefebvre (« La petite chocolatière »).

Tel fut le point de départ d'une longue et féconde carrière politique commencée au Conseil municipal de Paris (1946-58) dont il fut syndic, puis vice-président (1954-55), et au Conseil général de l'ex-Seine et achevée au Conseil régional d'Ile-de-France (1998), dans l'hôtel de la rue Barbet de Jouy (VII^e).

Entre-temps, André Fosset fut élu Sénateur, indéracinable de 1958 à 1995, d'abord au Conseil de la République, puis au Sénat rétabli. réélu comme sénateur de la Seine, puis des Hauts-de-Seine, pendant 37 ans et demi. Solide pilier de la Commission des Finances, puis de la Commission des Affaires économiques.

Il vota notamment l'abolition de la peine de mort, le 30 septembre 1981, voilà vingt ans.

Sous les lambris du Palais du Luxembourg, plusieurs fois élu questeur actif du Sénat (il y fut notamment le premier à faire éditer un livret sur les fonctionnaires parlementaires, avec leurs fonctions variées), il présida le groupe UDCP (51 sénateurs) de 1974 à 1976, à l'époque où le regretté Alain Poher présidait le Sénat.

Travailleur infatigable, on ne compte plus le nombre d'interventions, d'amendements. de rapports, de correspondances souvent manuscrites, couvertes de sa belle et fine écriture régulière d'instituteur. Toujours bon premier pour envoyer fidèlement ses vœux manuscrits de Nouvel an !

MINISTRE DE « LA QUALITE DE LA VIE » (1976).

Rapporteur sénatorial du budget de l'environnement, il eut la fierté de faire voter au Parlement, la première loi sur l'Environnement.

Appelé en 1976 au gouvernement remanié de Jacques Chirac, Premier ministre de VGE, André Fosset prend la succession d'André Jarrot, compagnon de la Libération, au « ministère de la Qualité de la vie » installé place de la Concorde, au premier étage de feu le Ministère de la marine, haut lieu de la pollution automobile, des embouteillages et de l'entassement dans les transports en commun. Du haut du second étage de la tour Eiffel, l'œil fixé aux jumelles, André Fosset déclare en 1976 : « Je suis très attaché à l'établissement d'un parc public, à l'emplacement des usines Citroën ». Son projet est enfin réalisé vingt ans après.

Spécialisé longtemps dans les problèmes de l'information, prenant la succession d'André Diligent avant de passer le flambeau à Jean Cluzel, désigné comme administrateur « d 'Antenne 2 » devenu « France2 », ayant fortement contribué à l'organisation au Sénat, d'une table ronde pour une nouvelle fiscalité de la presse, plus équitable, on fit appel en 1978-1981 à ses compétences pour le nommer PDG de la S.A. « Le Parisien libéré » (tirage : 487 902 exemplaires), le n ° 2 de la presse quotidienne, qu'il remit sur pied, seul titre parisien survivant de la Résistance, entreprise alors en pleine crise d'héritage familial, après la mort coup sur coup d'Emilien Amaury et de Claude Bellanger, Résistants OCM, et avant l'arrivée du regretté Claude Bouchinet Serre[es, compagnon de la Libération. Bel exemple de promotion sociale pour le petit Jociste !

Le siège et l'imprimerie du Parisien » sont alors transférés de la rue de Réaumur (2^o) à Saint-Ouen (SeineSaintDenis), 25 rue Michelet.

LE DERNIER CARRE DE LA GENERATION DE LA RESISTANCE.

André Fosset avait été élu dès 1957 à la présidence de la Fédération MRP de l'ex-Seine, avant de siéger en 1966, au comité directeur du Centre démocrate dont il démissionna.

Pipe au bec, bourreau de travail, modèle d'assiduité quotidienne à l'heure où l'absentéisme parlementaire atteint des sommets, André Fosset a battu un record de longévité de mandat : 53 années de fonctions électives (1945-1998), couvrant toute la seconde moitié du XX^o siècle.

Grand voyageur devant l'Eternel, jusqu'en Corée et en Chine. il appartient durant 27 ans, à « l'Union interparlementaire » dont il présida le groupe français.

Il restera toujours fidèle à son idéal jociste et à ses amitiés innombrables, d'une scrupuleuse probité. Bref, une espèce rare !!! partageait sa vie entre Sèvres, métropole de la céramique porcelaine, et sa maison de campagne de Radonvillers, près de Brienne le-Château (Aube)

Officier de la Légion d'honneur, président de la Maison Eugène Napoléon (internat de jeunes filles), il était aussi vice-président de l'hôpital Saint-Michel, à Paris. Il fut administrateur de l'orfèvrerie Christofle (1972-76). Il aimait composer des poèmes et chansons (belle voix de basse). Il faisait chaque année « la dictée de Bernard Pivot ». Père de cinq enfants, il se rendait régulièrement en retraite spirituelle à l'abbaye de Saint-Honorat (île de Lérins) avec son épouse Geneviève. Il siégeait aussi au « Comité français des expositions » (Porte de Versailles). Le nouveau Conseil de Paris et son maire, M. Bertrand Delanoë, ont rendu hommage à la mémoire d'André Fosset, debout en séance publique, le 23 avril dernier.

Doué d'une mémoire éléphantinesque, riche d'archives classées méthodiquement, ce grand témoin et acteur de deux Républiques était, après le décès de Maurice Schumann, membre du dernier quarteron _désormais disparu des parlementaires de la génération venue aux responsabilités politiques par la voie royale de la Résistance.

Georges Verpraet

Des nouvelles de l'Amicale

NOS AMIS DECEDES

Nous avons appris le décès de plusieurs de nos amis fidèles par leurs familles

Jean AUBRY, décédé en mai 2018 à Maison Laffitte (78), à l'âge de 98 ans, haut fonctionnaire, était toujours présent à nos assemblées générales. Il était un de collaborateurs fidèles de la revue France Forum et auditeur assidu aux sessions de la Semaine Sociale.

Georges DENIZOT, décédé à l'âge de 95 ans le 2 juin, ancien maire adjoint de CAEN.

Il a été l'initiateur avec son épouse des 1959 de l'Association Caennese pour la connaissance de l'Allemagne qui a abouti au jumelage avec la ville allemande de Wurzburg. Ils ont œuvré sans relâche pour que la réconciliation entre les deux peuples se fasse, perdure et se renforce. Profondément humaniste, fervent défenseur de la paix, il fut le président des amis du mémorial de Caen.

Georges DUBOIS, Notaire honoraire, est décédé le 19 juillet à Mantes la Ville, à l'âge de 93 ans. C'était un militant fidèle de nos assemblées générales. Son épouse était décédée en novembre 2017.

Jean SEITLINGER, est décédé le 2 septembre, à l'âge de 94 ans. Professeur d'anglais puis avocat, il a été un européen fervent et convaincu .Il fut maire de Rohrbach les Bitche, en Moselle, conseiller général et député.

De 1956 à 1997, sous l'étiquette du CDS, il a été l'un des principaux acteurs de la vie politique de l'Estmosellan. Il a fondé le Centre d'études européennes de Scy-Chazelles en Moselle –maison de Robert Schuman- et présidait le conseil d'administration de la Fondation Robert-Schuman. Il a en effet rencontré Robert Schuman au début des années 1950 dont il devient très proche, à tel point que Robert Schuman lui propose d'être sur sa liste aux élections législatives de 1956, permettant ainsi à Jean Seitlinger d'être élu député pour la première fois à 31 ans, devenant ainsi l'un des plus jeunes

députés de la législature. député toujours réélu jusqu'en 1997. De 1979 à 1984, il est élu député européen sur la liste de Simone Veil.

Jean nous avait facilité la visite que nous avons organisée à Scy- Chazelles avec une vingtaine de nos amis de l'Amicale, il y a quelques années.

Jean BRUGIDOU, est décédé le 26 septembre à Paris, à l'âge de 96 ans, 43^{ème} fondateur du Groupe Environnement, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de guerre 1939 – 1945, Croix du combattant volontaire de la Résistance. Il y a 2 ans il avait été heureux de participer à notre assemblée générale avec sa fille Florence Waechter.

Micheline WOUAQUET, fidèle adhérente de Fresnes, Val de marne est décédée le 26 septembre à Reze (44).

A toutes les familles de nos amis disparus, tous militants MRP de la première heure et adhérents jusqu'à cette année à l'Amicale, nous adressons toute notre sympathie, nos condoléances et notre reconnaissance.

Assemblée générale de l'Amicale : mercredi 13 mars 2019 à 14 h 30

Salle Jean Lecanuet 133 bis rue de l'Université 75007

Retenez la date, une invitation sera adressée en temps utile.

Appel à candidatures au comité directeur

Les membres de l'Amicale qui souhaitent étoffer le comité directeur actuel afin d'assurer sa pérennité seront désignés lors de la prochaine assemblée générale. Nous les invitons à se faire connaître.

André DILIGENT , homme politique des frontières

Tel est le thème de la 8^{ème} journée d'études André Diligent qui se tiendra au Sénat le 1er février prochain. Inscription obligatoire.

Pierre Méhaignerie et François Bayrou participeront à cette journée .

La vie du MODEM

Le Mouvement Démocrate compte 3 ministres :

Geneviève DARRIEUSSECQ, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des armées.
Jacqueline GOURAULT, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Marc FESNEAU, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Un nouveau secrétaire général au MODEM : Jean-Noël BARROT, 35 ans.

Le 12 décembre 2017 sur proposition de François Bayrou, le Bureau exécutif du Mouvement Démocrate a nommé Jean-Noël Barrot, député des Yvelines, au poste de Secrétaire général du Mouvement Démocrate en remplacement de Yann Wehring, devenu Ambassadeur délégué à l'environnement. Il sera notamment entouré du député du Loiret Richard Ramos et d'Alice Le Moal, Présidente du MoDem 92 et conseillère départementale des Hauts-de-Seine, nommés Secrétaires généraux adjoints. Sarah El Haïry reste par ailleurs porte-parole du Mouvement.

Faisons connaissance avec Jean-Noël, fils de Jacques et petit-fils de Noël Barrot.

J'ai passé près de 10 ans à Jouy-en-Josas, sur le campus d'HEC, d'abord comme étudiant puis comme chercheur en doctorat. De ces années, je retire une véritable affection pour ce territoire qui associe qualité du cadre de vie, excellence académique et dynamisme entrepreneurial.

Cette attache à ce territoire m'a conduit à y revenir après quatre ans d'expérience au sein de l'Université du MIT (Boston, États-Unis), ayant à cœur d'y faire grandir mon fils Jules, au côté de mon épouse, Marina, sage-femme de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

Comme chercheur, je m'intéresse notamment aux entreprises innovantes et aux PME qui sont le lieu de la création de richesses et du lien social. Comme père de famille, je suis profondément attaché à la qualité de notre cadre de vie, à la question du logement et de l'éducation sur nos territoires. Comme citoyen enfin, je souhaite activement participer au renouveau politique de notre pays.

J'adhère pleinement au projet de recomposition et de renouveau de la vie politique proposé par Emmanuel Macron. Des solutions concrètes peuvent être apportées aux problèmes des français dès lors que l'on dépasse les clivages partisans.

C'est donc naturellement que je me suis reconnu dans le mouvement incarné par Emmanuel Macron et que j'ai sollicité la confiance des Yvelinoises et des Yvelinois lors des élections législatives des 11 et 18 juin 2017.

J'ai abandonné mon poste de conseiller départemental MODEM d'Yssingaux après mon élection à l'Assemblée nationale où j'ai été élu par mes collègues députés vice-président de la Commission des finances.

Nous nous réjouissons de cette nomination et lui souhaitons plein succès dans sa vie parlementaire et ses fonctions politiques.

Directeur de la publication : Pierre MEHAIGNERIE

133 bis rue de l'Université

75007 PARIS

BULLETIN D'ADHESION 2019

Nous sommes heureux de vous compter parmi nos adhérents et amis, ce dont nous vous remercions vivement et amicalement.

Nous espérons que vous manifesterez à nouveau votre fidélité envers l'Amicale en 2019 à l'aide du bulletin d'adhésion ci-dessous. Vous le savez nos rangs s'éclaircissent mais tant de souvenirs demeurent entre celles et ceux qui ont connu la grande époque du MRP.

Nous nous réjouissons quand les conjoints ou les descendants prennent le relai, et nous manifestent ainsi leur fidélité à notre famille politique.

En ce début d'année, nous vous adressons nos vœux les meilleurs pour vous et vos familles.

Bien cordialement.

Pierre MEHAIGNERIE
Président

Bruno COIRATON
Trésorier

Anne-Marie CATHERIN
Secrétaire générale

-	Abonnement, cotisation et contributions aux publications	35 euros	<input type="checkbox"/>
-	Cotisation de soutien	50 euros	<input type="checkbox"/>
-	Don complémentaire :		
-	Vos nom et prénom :		
-	Votre adresse :		

- Votre téléphone :
.....

Adresse Mail : écrire lisiblement - Merci
.....

- Rédiger votre chèque à l'ordre de : l'Amicale du MRP
133 bis rue de l'Université - 75007 Paris

Montant du chèque : Date de votre envoi :

Merci avec vous l'Amicale continue !